

COLLOQUE COFACE

Carrousel du Louvre - Mardi 26 janvier 2016

UN ESPOIR POUR L'EUROPE ?

L'Euroscepticisme tend toujours à prévaloir.

L'Europe, ce sont les occasions perdues, le déficit démocratique, l'excès de bureaucratie bruxelloise, l'hétérogénéité extrême des Etats-membres, l'absence de vision à long terme, l'incapacité pour notre continent à prendre en mains son destin et à peser sur les grandes décisions géo-stratégiques....

Ce que je viens d'évoquer est bien réel. Mais cela ne suffit pas à rendre compte de l'Union Européenne, de ce qu'elle est, de ce qu'elle a réalisé, de la place qu'elle a prise dans le monde, de ce qui serait perdu pour tous si elle venait à disparaître mais aussi de ce qu'elle devrait entreprendre pour se mettre à la hauteur de son destin.

Essayons donc de tracer un tableau objectif de la construction européenne, et de souligner ses points de force et de faiblesse.

Pour ce faire, je suivrai deux axes :

- Ce qui manque aujourd'hui pour que l'Europe soit crédible en tant que construction intrinsèque c'est-à-dire au regard de son projet propre ;
- Le surcroît d'Europe qui serait nécessaire pour que l'Europe devienne une puissance en rapport avec ses fondamentaux.

I.- Ce qui manque aujourd'hui pour que l'Europe mette en application le projet qu'elle a défini elle-même.

1) Une vraie convergence des politiques économiques.

Cela a toujours été un point central : celui de l'harmonisation des politiques économiques afin d'atteindre, entre Etats membres, une homogénéité suffisante en matière de performances et de compétitivité. Cette nécessité est d'autant plus exigeante pour les participants à l'Union Monétaire qui se sont, par définition, privés de la facilité de la dévaluation.

L'Union n'a pas été conçue comme une machine destinée à égaliser des structures économiques diversifiées. On aurait pu l'imaginer ; mais cela n'a pas été le chemin choisi.

La clause de « no bail out » dépasse les aspects financiers. Elle est à la base de la construction européenne. L'Europe admet l'octroi d'aides structurelles pour atténuer les écarts en matière d'infrastructures et faciliter le rattrapage des niveaux de vie, mais ces dispositifs ne sont pas conçus pour compenser de manière durable des insuffisances de compétitivité.

Il en résulte que les différents Etats-membres doivent prendre eux-mêmes des mesures de politique économique et structurelles propres à ajuster leurs conditions de base à un minimum d'homogénéité européenne.

En d'autres termes, en cas de disparités fondamentales (en matière de politique budgétaire ou de réformes structurelles), il reste aux Etats déviant par rapport aux « meilleurs » comportements de l'Union à adopter des politiques correctrices propres à redresser la productivité de leurs économies.

La crise des dettes souveraines de la zone euro à partir de 2009-2010 est caractéristique à cet égard. Après la création de l'euro en 2000, un certain nombre de pays de l'Union ont

divergé par rapport au comportement du « cœur » de la zone. Ils ont connu une évolution notablement plus forte de leurs coûts salariaux, et de leur inflation à la faveur de déficits budgétaires et de balance des paiements sans commune mesure avec les équilibres de leurs voisins plus prudents. Après dix ans de « récréation », les marchés ont fini par réagir et exiger de ces pays des taux d'intérêt de plus en plus élevés sur leur dette, ce qui les a obligés à changer de politique.

De fait, ces changements ont été importants et se sont traduits par un sensible rétrécissement des divergences en matière de charges salariales et de déficits tant budgétaires qu'extérieurs. Le cas de l'Espagne est emblématique : croissance de 1,4% en 2013 et 3% attendus en 2015, restauration de la compétitivité et forte hausse des exportations.

Mais, en dehors de ces cas extrêmes, il reste des disparités importantes qui perturbent le fonctionnement harmonieux de l'union. C'est le cas de pays qui, comme le nôtre, continuent d'accroître le poids de leurs dépenses publiques (dépenses pourtant extrêmement élevées au regard des comparaisons internationales) et ne parviennent pas à réduire suffisamment leurs déficits budgétaires pour amorcer un processus ordonné de réduction de leur dette publique.

A cet égard, la mise en œuvre du Pacte de stabilité et de croissance, pourtant amélioré depuis les dernières années, reste insuffisante pour donner à l'Union une crédibilité à la hauteur des enjeux.

2) Un retour à la croissance.

Un des objectifs essentiels de l'Union Européenne consiste à retrouver un taux de croissance économique suffisant pour permettre de réduire le chômage qui frappe notre continent et en particulier les jeunes.

Or, malgré un léger mieux qui concerne surtout la consommation, la croissance reste atone en Europe (en 2013 : - 0,4 % ; en 2014 : + 0,8% ; + 1,5% attendus en 2015). Pendant la période 2011-2014, la croissance réelle annuelle de la zone euro a été très inférieure à celle des Etats Unis (1% en moyenne contre 3% outre Atlantique). Quant à la croissance de la productivité depuis 2010, elle est restée stagnante dans la zone euro, tandis qu'aux Etats Unis elle croissait en moyenne de 2% annuellement.

L'investissement productif, gage de la croissance future, n'a pas repris.

Les comparaisons avec les Etats Unis sont, de ce point de vue, très préoccupantes.

Or si l'on veut proposer des remèdes à cette situation, il faut d'abord en comprendre les causes .

Il apparaît que la faiblesse de l'investissement en Europe est en grande partie liée à des causes structurelles :

- Barrières règlementaires à l'entrée,
- Seuils de taille pour les entreprises qui découragent le développement au-delà de certaines limites,
- Poids de la fiscalité et des charges sociales,
- Désincitations à l'accroissement des fonds propres,
- Marges bénéficiaires trop faibles ...

Tant que l'Europe ne se saisira pas de ces problèmes, il est à craindre que la croissance des investissements productifs reste molle avec toutes les conséquences qui en découleront pour l'avenir. Ce ne sont pas les incantations sur le « Capital Market Union » ou le Plan Junker qui pourront changer les choses en profondeur. Ces nobles intentions ne remplaceront pas les vraies réformes de structure. Or la Commission est plus à l'aise dans de vastes projets à base règlementaire que

dans les réformes structurelles qui dépendent, en tout état de cause, des Etats membres eux-mêmes.

&

II.-Le surcroît d'Europe nécessaire pour que notre continent devienne une puissance en rapport avec ses fondamentaux

1 L'Union devrait s'ouvrir au monde et, pour ce faire, accroître son attractivité.

L'Union a entrepris, depuis les dix dernières années, des projets remarquables : L'Union bancaire, l'Union de la réglementation financière, et elle vient de lancer l'Union des Marchés de Capitaux.

Mais nos partenaires mondiaux ne peuvent s'empêcher de penser que ces « unions » sont davantage destinées à parachever des alliances intra-européennes – souvent au prix de complications réglementaires - plus qu'à ouvrir notre continent aux capitaux et aux innovations venant de l'extérieur.

Contrairement aux Etats-Unis, qui sont des importateurs nets de capitaux à hauteur de 500 Milliards \$ par an en moyenne depuis dix ans (et dont l'investissement productif augmente chaque année), la zone Euro est exportatrice nette d'épargne à hauteur de 600 Milliards de dollars par an.

L'incapacité de trouver en Europe des opportunités suffisantes pour des projets d'investissement est un signe de désaffection qui devrait inquiéter et motiver nos dirigeants.

Un projet de « réorientation » des surplus d'épargne européens vers la zone euro a été proposé à cet égard.

C'est dans cette direction qu'il faut aller.

Comme disait Patrick Artus : « Il y a aujourd'hui dans la zone euro un excès d'épargne privée et d'épargne totale sur l'investissement. Cette situation n'est pas satisfaisante car l'épargne de la zone euro finance des investissements dans le reste du monde, alors qu'il y a déficit d'investissement dans la zone euro ».

2 L'Europe devrait concevoir sa stratégie dans l'optique d'une grande puissance.

Avec une population similaire à celle des Etats-Unis (400 Millions d'habitants) et un PIB égal aux 3/4 du PIB américain, la zone Euro devrait figurer parmi les grandes puissances économiques mondiales.

Mais plusieurs facteurs sont à l'œuvre qui tendent à limiter la croissance potentielle de la zone Euro.

- Un déclin démographique (réduction du taux de fécondité, vieillissement de la population) plus marqué qu'aux Etats-Unis, où l'immigration continue d'être un apport net important. L'emploi a commencé, l'an dernier, à se réduire dans des pays comme l'Allemagne ;
- Des rigidités structurelles qui inhibent la progression de l'emploi et l'entrée de nouveaux acteurs sur les marchés ;
- Une incertitude politique (liée à la crise souveraine de l'Euro) qui est un facteur reconnu de blocage des décisions d'investissement ;
- La faiblesse de la croissance économique et de ses perspectives est elle-même un facteur de défiance en même temps qu'une résultante.

&

Si l'Europe veut éviter d'être marginalisée dans le concert mondial, elle doit réagir.

La marginalisation nous guette. D'ici 2050, aucun des grands pays européens (Allemagne, France, Royaume-Uni), ne figurera plus parmi la liste des membres du G 5. Ils auront été remplacés – en termes de parts du PIB mondial – par des pays émergents (Chine, Inde, Brésil et Mexique).

On comprend que notre zone Euro a besoin d'abord de se reconsidérer elle-même comme une puissance. Ce qui n'est pas le cas. On sait que, sur le plan diplomatique, l'Europe a une longue tradition de « suivisme » atlantique.

Ceci se traduit non seulement dans les relations diplomatiques mais aussi dans l'exploitation de tout le corpus réglementaire inspiré par les Anglo-Saxons, en matière financière par exemple.

C'est seulement quand la Commission et le Conseil sortiront de leur horizon « intra-européen » et oseront se poser comme puissances mondiales que les choses pourront changer.

Avons-nous la volonté d'aller dans cette direction ?

Je pense, pour ma part, que nous en avons les moyens, mais que nous manquons encore de vision, de leadership, et de la capacité « stratégique » opérationnelle de « nous prendre en mains ».

Jacques de Larosière